

COMPTE RENDU
DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUTIVE
TENUE A VARSOVIE
LES 21 ET 22 JUIN 1965

ACTES DE L'ASSEMBLEE CONSTITUTIVE DE L'ICOMOS

Sommaire

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Compte rendu de l'Assemblée Constitutive, tenue à Varsovie les 21 et 22 juin 1965 | 3 |
| 2. Règlement de l'Assemblée Constitutive | 11 |
| 3. Statuts adoptés par l'Assemblée Constitutive à Varsovie | 11 |
| 4. Compte rendu de la première Assemblée Générale, tenue à Cracovie, les 24 et 25 juin 1965 | 15 |
| 5. Règlement de l'Assemblée Générale | 18 |
| 6. Règlement intérieur du Comité Exécutif | 22 |
| 7. Règlement intérieur du Comité Consultatif | 23 |

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE CONSTITUTIVE, TENUE A VARSOVIE, LES 21 ET 22 JUIN 1965

L'Assemblée constitutive du Conseil International des Monuments et des Sites s'est réunie à Varsovie, sur invitation du Gouvernement polonais, dans la salle Rudniev du Palais de la Culture et des Sciences. M. Lucjan Motyka, Ministre de la Culture et des Arts, et M. Zygmunt Gartstecki, Vice-Ministre de la Culture et des Arts, avaient été délégués par le Gouvernement du pays hôte pour le représenter à ces assises.

Sont présents, venus :

d'Allemagne fédérale : M. Georg S. Graf Adelmann, M^{me} Hanna Adenauer, M. Werner Bornheim gen. Schilling, M. Otto Doppelfeld, M. Hans Feldtkeller, M. Ewald Gunther, M. Ludwig H. Heidenreich, M^{me} Margarete Kuhn, M. Hans S. Laessig, M. Reinhard Schindler, M. Wilhelm Schlombs, M^{me} Elfriede Schultze-Battmann, M. Hans Simon, M. Hans Thummeler, M. Rudolf Wesenberg;
d'Autriche : M. Hans Foramitti, M. Walter Frodl, M. Ulrich Ocherbauer, M. Norbert Wibiral;
de Belgique : M^{me} Elisabeth Dhanens, M. Raymond Lemaire;
du Brésil : M. Vladimir Alves de Souza.
de Bulgarie : M. Pero Berbenliev, M. Georges Khrastanov, M. Lozynka Koinova, M. Alexandro Savov;
du Danemark : M. Harald Langberg;
d'Espagne : M. Martin Almagro, M. Antoine Alomar, M. Juan Bassegoda, M. Andres Bruges, M. Camilo Pallas, M. Eduardo Ripoll;
des Etats-Unis : M. Carl Feiss, M. Robert Garvey, M. Richard Howland, M. Charles E. Peterson;
de Finlande : M^{me} Maija Kairamo;
de France : M. Maurice Berry, M. René Léger, M. Pierre Puech;
de Grande-Bretagne : M. William Arthur Eden, the Earl of Euston, M^{me} Judith D. Scott, M. Georges L. Taylor, M. Joseph Taylor;
de Hongrie : M. Deczo Dercsenyi, M. Paul Havassy, M. Nicolas Horler;
d'Israël : M. Johanan Mintzker;
d'Italie : M. Sandro Angelini, M. Carlo Ceschi, M. Piero Gazzola, M. Guglielmo De Angelis d'Ossat, M. Ricardo Pacini, M. Roberto Pane, M. Luciano Pontuale, M. Pietro Romanelli, M. Piero Sanpaolesi, M^{me} Mariam Sideri;
du Luxembourg : M^{me} Madeleine Derneden.
du Mexique : M. Arturo R. Bernel, M^{me} Ruth R. di Coronel, M. Carlos Flores Marini, M. Aseves Salvador;
des Pays-Bas : M. Jan A. d'Ailly, M. Robert Hotke, M. Corneille N. Janssen, M. Cornelis A. van Swigchem;
de Pologne : M. Piotr Bieganski, M. Olgierd Czerner, M. Jozef Dutkiewicz, M. Stanislaw Lorentz, M. Jerzy Lomnicki, M. Alfred Majewski, M. Kazimierz Malinowski, M. Bohdan Marconi, M. Andrzej Michalowski, M. Kazimierz Michalowski, M. Adam Milobedzki,

M^{me} Hanna Pienkowska, M. Mieszyslaw Przylecki, M. Mieczyslaw Ptasnik, B. Bohdan Rymaszewski, M. Jerzy Szablowski, M. Jan Zachwatowicz;
de Roumanie : M^{me} Gabriella Bordenache, M. Georges Curinski, M. Grigore Ionesco, M. Mihail Ionesco, M. Livin Stefanescu.
de Suède : M. Zygmunt Lakocinski, M. Carl F. Mannerstrale, M^{me} Dagmar Selling, M. Swen Soderholm.
de Suisse : M. Guido Borella, M. Fritz Lauber, M. Ernest Martin, M. André Obrecht, M. Alfred Schmid, M. Roger Vionnet, M. Richard A. Wagner;
de Syrie : M. Adnan Moufti;
de Tchécoslovaquie : M. Karol Chudomelka, M. Jan Hraske, M^{me} Eleonora Hraszkova, M^{me} Maria Izakovica, M. Vladimir Novotny, M. Frantisek Teper, M. Vlastimil Vinter;
de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes : M^{me} Natalia Brytowa, M. Alexis Khaltourine, M. Vladimir Ivanov, M. Ivan Makowiecki;
de Yougoslavie : M. Alexander Deroko, M^{me} Najda Frelih-Ribic, M. Jula Vavken, M. Ivan Zdravkovic, M. Miroslav Zupan;
pour l'Unesco : M. Hiroshi Daifuku;
pour le Centre de Rome : M. Harold J. Plenderleith, M. Italo Angle;
pour l'Icom : M. Hughes de Varine-Bohan.

La séance est ouverte à 11 h. 30, par M. le professeur De Angelis d'Ossat, Président du Comité provisoire de l'ICOMOS élu à Venise le 31 mai 1964. Le Président souhaite la bienvenue aux nombreuses délégations présentes et se réjouit de constater que de très nombreux pays se sont fait représenter, par leurs meilleurs spécialistes. Il y voit une preuve de la nécessité de créer le Conseil International des Monuments et des Sites et le meilleur augure pour ses activités et son rayonnement futurs.

Il donne la parole à M. Lucjan Motyka qui, au nom du Gouvernement polonais, souhaite la bienvenue et un travail fructueux aux spécialistes présents.

Le Président soumet aux voix l'ordre du jour de l'Assemblée constitutive, composé comme suit :

1. Inauguration par le Président du Congrès de Venise;
2. Adoption de l'ordre du jour (ICOMOS A.C.W.4.);
3. Election du Président des Assemblées;
4. Election du Bureau des Assemblées;
5. Election des membres du Comité de vérification des pouvoirs;
6. Adoption du règlement de l'Assemblée constitutive (A.C.W.2);
7. Compte rendu du Secrétaire Général;
8. Rapports sur les statuts de l'ICOMOS (A.C.W.1.);
9. Discussions sur les statuts;
10. Rapport du Président du Comité de vérification des pouvoirs;

11. Rapport sur les règlements de l'ICOMOS (A.C.W.6.);
12. Adoption des statuts et des règlements;
13. Discours de clôture de l'Assemblée constitutive.

Cet ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Sur proposition de M. G. De Angelis d'Ossat, M. S. Lorentz, Directeur du Musée national de Varsovie, est élu par acclamation Président de l'Assemblée constitutive et de la première Assemblée générale. M^{me} Ruth Rivera di Coronel (Mexique), MM. Peterson (U.S.A.) et Ivanov (U.R.S.S.) sont élus Vice-Présidents. Le Secrétariat est assuré par M. P. Gazzola, Secrétaire Général élu à Venise, tandis que M. R. Lemaire (Belgique) est désigné comme Rapporteur pour les règlements de l'Assemblée et les statuts du Conseil.

Le Bureau étant ainsi constitué, l'Assemblée élit les membres du Comité de vérification des pouvoirs. Le Comité est constitué comme suit : M. Berry (France) Président, M. Schmid (Suisse) Rapporteur, MM. Hotke (Pays-Bas), Alves de Souza (Brésil) et Novotny (Tchécoslovaquie), membres.

Avant de poursuivre l'ordre du jour, le Président Lorentz évoque le souvenir de M. Paul Coremans, membre du Comité belge et Directeur de l'Institut Royal du Patrimoine de Belgique, décédé le 11 juin 1965. L'Assemblée observe une minute de silence en hommage à sa mémoire.

M. J. Zachwatowicz apporte à l'Assemblée constitutive le salut et les vœux de l'Union Internationale des Architectes. L'U.I.A. attache la plus grande importance à la conservation du patrimoine monumental légué par le passé et souhaite qu'une collaboration étroite s'établisse, à cette fin, entre les deux organisations.

Le projet de règlement de l'Assemblée constitutive est présenté par M. R. Lemaire, Rapporteur. Aucun des quatre articles ne donne lieu à discussion. Avant de passer au vote, le Président prie M. Berry, Président du Comité de vérification des pouvoirs de présenter les conclusions retenues après enquête : vingt-deux pays, sur les vingt-cinq représentés ont constitué un Comité national et peuvent donc émettre un vote valable. Ces pays sont les suivants : République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Italie, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République Arabe Syrienne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

Conformément à l'accord donné préalablement par l'Assemblée, chaque Comité national représenté a droit à une voix.

Le règlement de l'Assemblée constitutive est adopté à l'unanimité des votants. Ce vote fixe, jusqu'à nouvel

ordre, les règlements de l'Assemblée générale, du Comité exécutif, du Comité consultatif des Comités nationaux et internationaux.

La séance est interrompue à 12 h. 30 pour être reprise à 16 h. 30.

Rapport de M. P. Gazzola, Secrétaire Général du Comité provisoire.

La parole est donnée à M. P. Gazzola, Secrétaire Général, qui rend compte des activités du Comité provisoire de l'ICOMOS, constitué à Venise le 31 mai 1964.

Le Secrétaire Général se réjouit que la diffusion de la conscience de la valeur historique et esthétique du ordre, les règlements de l'Assemblée générale, du résulte la nécessité de développer et de rendre encore plus efficace, sur le plan de la mise en pratique, les critères méthodologiques de la restauration, en considérant que les problèmes de compétence spécialisée, dans le monde moderne, sortent du domaine des institutions scientifiques et des laboratoires pour se répercuter dans la vie collective et constituer des thèmes de politique culturelle.

Si l'on adopte une telle position critique vis-à-vis de la réalité quotidienne, nous ne pouvons pas méconnaître, souvent avec un sentiment d'effarement, que, à cet accroissement de sensibilité correspond un dramatique conflit d'intérêts, car des exigences de nature diverse attentent à l'intégrité et à la survivance même du patrimoine monumental.

M. Gazzola souligne qu'il reste encore beaucoup à faire à ce sujet : élaborer des moyens juridiques et des structures administratives mieux adaptés aux circonstances; il faut que se développe davantage la conscience que le respect des monuments n'est pas un acte d'appréciation générique, déférence respectueuse et nostalgique envers le passé, mais une conquête de la conscience moderne, déterminée historiquement, et qui dépasse la singularité du monument pour se répercuter sur l'urbanisme et, ainsi, sur le mode de vie de la collectivité.

Il retrace les grandes étapes de la collaboration internationale dans le domaine de la sauvegarde des biens culturels, dont l'idée ne date pas d'aujourd'hui. Laissant de côté les cas isolés, mais cependant toujours bilatéraux qui, dans le passé, peuvent avoir constitué des précédents historiques, il faut arriver à la période d'entre les deux guerres (1918-1935), pour rencontrer les germes réellement efficaces de cette idée.

En fait, le Conseil international de coopération intellectuelle a été, à Genève, la branche culturelle de la Société des Nations, pour ce qui concerne les rapports culturels entre les pays.

Après la cessation de ses activités qui coïncida, fatalement, avec la fin de la Société des Nations, il y eut une

lacune jusqu'à la création, à Londres en 1945, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture — UNESCO.

Après la Conférence d'Athènes en 1932, il n'y eut plus de rencontre à grande échelle, ayant pour objet particulier la restauration des monuments, qui ait pu rendre possible une confrontation fructueuse des idées et des méthodes qui régissent cette activité dans les différents pays.

C'est la raison du grand succès qu'obtint l'initiative de la « Compagnie des Architectes en chef des Monuments historiques de la France » qui, en 1957, organisa à Paris le premier Congrès international des Architectes et Techniciens des Monuments historiques, répondant ainsi à une exigence largement ressentie. En fait, même si, sous l'égide de l'UNESCO s'étaient présentées des occasions de collaboration internationale dans ce domaine, il ne s'agissait que de cas exceptionnels, bien que d'une grande portée, et limités, chaque fois, à des secteurs bien précis. En outre, il faut reconnaître que les initiatives prises par la Division des Musées et Monuments pour la sauvegarde des monuments ont été nombreuses et significatives. Parmi les plus importantes, nous devons signaler :

- a) la constitution d'un Comité consultatif — Comité international pour les Monuments;
- b) l'organisation de missions d'experts pour conseiller, sur la conservation de leur patrimoine monumental et artistique, les Etats qui en ont fait la demande;
- c) l'élaboration d'un texte de recommandations sur la conduite des fouilles archéologiques;
- d) la préparation et l'adoption de la convention de La Haye (1954) pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé;
- e) la campagne pour la sauvegarde des monuments de Nubie menacés de submersion à la suite de la construction du barrage d'Assuan.

Il ne s'agissait pourtant que d'initiatives limitées à un domaine et à une région précis. La véritable tentative de rencontre sur les problèmes de base ne fut réalisée qu'avec la convocation du Congrès de Paris, en 1957. Là aussi, cependant, la vraie méthodologie ne put être affrontée que d'une façon très limitée, car les sujets mis à l'étude furent trop vastes et, par conséquent, ne purent être que rapidement examinés. Il n'était pas possible, en fait, d'espérer une étude approfondie de la question, étant donné le peu de temps accordé au travail en proportion de l'étendue des sujets mis en discussion, qui étaient les suivants :

- 1) la formation et la mission des architectes des monuments historiques;

- 2) les entreprises spécialisées dans la restauration et la formation de leur personnel;

- 3) les moyens techniques et scientifiques à la disposition des architectes et des entreprises;

- 4) les rapports des architectes des monuments historiques avec les artistes, les archéologues et les urbanistes.

On ne put donc qu'évoquer sommairement les questions mises à l'étude. Mais de telles considérations ne minimisent pas l'importance qu'eut semblable rencontre; au contraire, elle fut unanimement appréciée parce qu'elle établit un premier contact entre les spécialistes de tous les pays et, bien plus, parce qu'elle mit en évidence la nécessité de créer un organisme international qui, jouant le même rôle que l'ICOM dans le secteur des musées, rassemble en une seule institution le personnel qui s'occupe des monuments, dans toutes les occasions d'étude, de conservation, de restauration et d'utilisation.

Le Congrès de Paris émit le vœu de voir créer un tel Conseil et, accueillant favorablement l'offre que le chef de la délégation italienne, le professeur De Angelis d'Ossat, présenta à la séance de clôture, choisit l'Italie pour siège du second congrès.

Le Secrétaire Général rappelle qu'en octobre 1961, le Comité International pour les Monuments de l'UNESCO avait été informé d'un vote émis par le Conseil directeur du Centre International pour la Conservation et la Restauration des Biens culturels, vote qui souhaitait la constitution d'un organisme analogue au Conseil international des Musées — ICOM —, qui en serait le parallèle pour ce qui concerne les monuments et les sites.

Le Comité International pour les Monuments fit sienne cette idée et recommanda au Directeur Général de l'Unesco de charger le Secrétariat de la mettre en exécution. En 1962, la Conférence générale de l'Unesco confirma l'excellence de l'initiative et chargea officiellement le Secrétariat de continuer les travaux afin de préparer une ébauche de statuts pour la nouvelle organisation. En mai 1964, à Venise, l'Unesco présenta les projets de statuts et de règlements qui furent acceptés comme base de travail par le second Congrès international des Architectes et des Techniciens des Monuments historiques. Le Congrès, à la suite de la proposition de la Direction générale des Antiquités et Beaux-Arts d'Italie, fut organisé à Venise, du 25 au 31 mai 1964. Il constitua la première manifestation de la campagne internationale pour les monuments et les sites, instaurée par l'Unesco, sous le haut patronage de laquelle il se déroula. Les différents thèmes des travaux de ce congrès étaient répartis en cinq sections consacrées respectivement :

- 1) à la théorie de la conservation et de la restauration des monuments et à ses applications;
- 2) aux problèmes fondamentaux d'étude, de recherche et de restauration des monuments :
 - a) méthodes de fouille et de conservation des pièces archéologiques;
 - b) nouvelles découvertes physico-chimiques pour la conservation des structures antiques;
 - c) conservation, restauration et utilisation des édifices monumentaux — cas d'importance exemplaire;
- 3) à l'organisation juridique et administrative de la protection des monuments, du milieu monumental, des centres historiques et du paysage :
 - a) législation;
 - b) services administratifs;
 - c) services techniques;
 - d) formation du personnel spécialisé;
- 4) à la contribution apportée par l'étude de la restauration des monuments à l'histoire de l'art et de la civilisation;
- 5) étude préliminaire des mesures de sauvegarde du patrimoine monumental, lors de grands travaux d'intérêt public et d'éventuels conflits armés.

Cette rencontre se révéla rapidement très importante, tant par la qualité que par le nombre des participants, venus de toutes les régions du monde, spécialistes dans les diverses disciplines scientifiques concernées ou bien délégués des services de tutelle des monuments historiques. En effet, 622 délégués au Congrès de Venise, provenant de 61 pays, auxquels s'ajoutèrent 170 observateurs, formèrent une assistance choisie. A côté des pays berceaux des civilisations antiques, les Etats récemment formés, ou qui ont acquis leur autonomie depuis peu de temps, sont venus affirmer par leur présence à cette séance plénière qu'ils partageaient les idéaux et les exigences des pays d'expérience plus ancienne. Ils prônent ainsi l'analyse, la conservation et la sauvegarde des édifices monumentaux et, par là, la transmission, à travers ces vestiges du passé, de la lymphe vitale qui alimente le présent : ce sont là les racines des plus pures valeurs du développement de la civilisation.

Ces congressistes hautement qualifiés assumèrent, en plus du travail normal du congrès, l'étude des problèmes posés par les deux faits qui constituèrent le pivot de cette réunion : l'élaboration de la « Charte de la restauration » et la constitution du Conseil International des Monuments et des Sites — ICOMOS.

M. Gazzola dégage le bilan sommaire de cette rencontre pour montrer l'importance qu'a eu la création de l'ICOMOS. L'intérêt porté à cette initiative fut grand dans tous les continents, et il faut reconnaître que les

spécialistes ont compris que l'intense activité contemporaine, due à une exceptionnelle situation économique, devenait dangereuse car la culture y restait extérieure et ne savait apporter son propre tribut d'idées et d'initiatives à ce développement souvent monstrueux et incontrôlé.

Durant ces dernières années, on a ressenti dans tous les pays le sentiment du danger de cette séparation et la nécessité de remettre le développement des activités sous le contrôle de l'esprit. On a compris que, pour chaque peuple, authentiquement moderne, qui veut perfectionner son humanité et se sentir un maillon valable de cette chaîne que constitue le développement de l'histoire, il était nécessaire de conserver dignement ses biens culturels. Dans ce domaine, les peuples de civilisation plus ancienne reçurent une leçon profitable des nations les plus jeunes; celles-ci, en même temps que les très graves problèmes de première nécessité qui les obsèdent ont examiné tout de suite, avec attention, les nécessités inhérentes à la conservation de leurs biens historiques et culturels.

Le drame de la dégradation des centres historiques, provoqué par le développement urbain disharmonieux et par l'absence d'une solide préparation culturelle dans la planification, est un phénomène répandu à peu près partout. Il en est de même pour l'altération du paysage en raison de l'implantation désordonnée des constructions industrielles. Le manque de personnel et la nécessité de leur assurer une formation spécialisée, sont aussi une des plaies de l'époque que nous traversons.

La législation pour la sauvegarde des biens culturels, en tenant compte des exigences les plus valables de la vie sociale, est un problème dont la solution ne peut se faire attendre plus longtemps. Ce sont là, conclut le Secrétaire Général, les raisons pour lesquelles, le congrès a été si apprécié. Le Congrès de Venise a confirmé le rôle que la culture, dans le sens le plus profond du terme, doit remplir d'une façon toujours plus active dans chaque secteur du domaine des monuments.

En ce qui concernait la création de l'ICOMOS, l'urgence de sa constitution légale fut reconnue de tous. Il devrait constituer la suprême assise dans le secteur de la restauration des monuments, de la conservation des ensembles historiques, du paysage, des lieux d'art et d'histoire, dans leur détail et leur ensemble. Les projets de statuts et de règlements préparés par l'UNESCO furent l'objet d'une étude attentive de la part du groupe de travail nommé par le congrès; après mûre réflexion, il décida de nommer un Comité directeur et un Bureau chargés de poursuivre les travaux nécessaires à la mise au point des statuts et à la préparation d'un règlement et, surtout, de l'organisation des Assemblées constitutive et générale qui devait être au plus vite mise en route.

Le Secrétaire Général donne lecture de la liste des membres du Comité d'organisation et du Bureau qui furent alors formés :

Comité d'organisation :

M. Abdul Hak (Syrie), M. Amer (R.A.U.), M. Bornheim (Allemagne), M. Brew (U.S.A.), M. Chauvel (France), M. De Angelis d'Ossat (Italie), M. Demus (Autriche), M. Ekpo-Eyo (Nigeria), M. Iniguez Almech (Espagne), M. Ionesco (Roumanie), M. Lal (Inde), M. Langberg (Danemark), M. Pavel (Tchécoslovaquie), M. Pimentel (Pérou), M^{me} Rivera de Coronel (Mexique), M. Sekino (Japon), M. Sereguine (U.R.S.S.), M. Stikas (Grèce), M. Zbiss (Tunisie), M. Zdravkovic (Yougoslavie). Sont membres ex-officio du Comité, les représentants du Centre de Rome et de l'ICOM, l'observateur de l'UNESCO.

Bureau :

Lord Euston (Royaume-Uni), M. Gazzola (Italie), M. Lemaire (Belgique), M. Lorentz (Pologne), M. Almagro (Espagne), M. Schmid (Suisse) M. Sonnier (France).

M. Guglielmo De Angelis d'Ossat et M. Piero Gazzola furent appelés à la présidence et au secrétariat Général du Comité. Le siège provisoire du Conseil demeura dans les locaux concédés par la Fondation Giorgio Cini, dans l'île de Saint-Georges Majeur, à Venise et ce fut là que se déroula l'activité préparatoire à l'Assemblée générale. Cependant le Gouvernement polonais, grâce à l'amabilité du professeur Stanislaw Lorentz, faisant suite à une offre précédemment faite à Venise, invita officiellement notre Assemblée générale à se tenir en Pologne.

Le Secrétaire Général rappelle les questions du ressort du Conseil ainsi qu'elles sont définies dans les premiers articles des statuts, qui, outre les monuments proprement dits — qu'ils soient d'importance historique, archéologique, esthétique ou ethnographique, immeubles par nature ou par destination — comprennent également les zones artistiques, historiques ou archéologiques. Les buts poursuivis sont de promouvoir l'étude et favoriser la conservation des monuments et des sites, plus précisément :

— éveiller et développer l'intérêt des autorités et des peuples pour leurs propres monuments et leurs sites et, en général, pour leur patrimoine culturel;

— constituer l'organisation internationale représentative des administrations, des institutions et des personnes intéressées à la conservation, à la restauration et à l'étude des monuments et des sites.

Pour atteindre ces objectifs, l'ICOMOS s'adonne surtout aux activités suivantes :

a) encourager la rédaction et l'adoption de recommandations internationales applicables à l'étude, à la conservation, à la restauration et à la mise en valeur des monuments et des sites;

b) collaborer sur les plans national et international à la création et au développement de centres de documentation concernant les domaines cités en a; mettre cette documentation à la disposition des membres de l'ICOMOS et de tous les spécialistes intéressés par ces problèmes;

c) collaborer sur les plans national et international à la préparation d'inventaires, de répertoires, de cartes topographiques, d'archives photographiques et photogrammétriques, etc., concernant les monuments et les sites;

d) étudier et diffuser les techniques, y compris les plus récentes, en matière de conservation, de restauration et de mise en valeur des monuments et des sites;

c) créer, dans le cadre des activités mentionnées sous a, b, c, d, des commissions d'étude permanentes ou provisoires et des comités d'experts; collaborer à ceux qui existent déjà ou qui seront créés en dehors de son sein;

f) entreprendre ou patronner des publications spécialisées dans les domaines cités aux articles précédents;

g) établir et maintenir une coopération étroite avec l'UNESCO, le Centre international d'Etudes pour la Conservation et la Restauration des Biens culturels à Rome, le Conseil International des Musées — ICOM — et d'autres organisations internationales et régionales qui poursuivent des objectifs communs.

Les statuts prévoient les organes dont se compose l'ICOMOS et leur fonctionnement respectif, qui sera précisé par le règlement que l'Assemblée générale devra adopter.

Les Comités nationaux, qui constituent la base de notre Conseil, revêtent une importance particulière. Le Secrétariat a donné le maximum d'intérêt à leur constitution. Par des contacts personnels ou officiels, il est intervenu de façon assidue dans le but d'obtenir de meilleurs résultats, tant au point de vue du nombre des Comités, qu'à celui de la qualité des membres qui les constituent. La haute qualification et le nombre élevé des personnes assistant à l'Assemblée générale, sont la meilleure preuve que le grain n'a pas été semé en vain et que notre œuvre a été accueillie favorablement en tous lieux, et avec un intérêt digne de notre cause, souligne le Secrétaire Général.

Examinant le travail réalisé entre le Congrès de Venise et l'Assemblée générale, il rappelle quelles furent les tâches principales du Secrétariat :

— La campagne pour l'adhésion de nouveaux membres fut intensifiée et des contacts furent pris avec les per-

sonnalités les plus éminentes des différentes nations, dans le but de constituer les comités nationaux prévus par les Statuts.

— Le Bureau de l'ICOMOS s'est réuni trois fois et a entrepris un lourd travail, aux côtés du Secrétariat général, qui maintint le contact avec les membres, afin surtout d'élaborer le texte des statuts et de préparer le règlement. Une correspondance nourrie avec les membres et les Comités nationaux a permis de présenter diverses propositions d'amendements aux statuts, à l'occasion des réunions du Bureau à Paris les 9 et 19 juillet et les 3 et 4 novembre 1964, et les 9 et 10 avril 1965, à Rome.

— Le Secrétaire Général participa à Varsovie, en février 1965, aux réunions collégiales avec le Comité polonais, sous la présidence du professeur Lorentz, chargé de l'organisation des assemblées. Ainsi fut préparé le programme qui est distribué depuis février dernier et qui comprend surtout les deux réunions successives du Conseil International des Monuments et des Sites :

- 1) Assemblée constitutive, convoquée à Varsovie, les 21 et 22 juin 1965;
- 2) Assemblée générale, convoquée à Cracovie, les 24, 25 et 26 juin 1965.

— Le nombre des Comités nationaux régulièrement constitués joint à la nombreuse participation des membres associés à titre personnel, témoignent du grand intérêt que notre initiative a suscité dans chaque partie du monde et démontre, une fois de plus, combien la nécessité de sa constitution était généralement ressentie, depuis une dizaine d'années.

Dès cette première période d'activité, le Conseil fut représenté aux diverses rencontres internationales, pendant lesquelles furent discutés des problèmes d'intérêt parallèle à notre programme. Il participa aux travaux de la troisième Assemblée générale du Centre International pour la Conservation et la Restauration des Biens culturels, qui se déroula à Rome du 5 au 9 avril 1965 et avec lequel fut pris contact pour une étroite collaboration dans les secteurs d'activité commune. Il est déjà prévu que, dès que l'UNESCO aura officiellement reconnu l'ICOMOS, le Centre invitera un de nos représentants à faire partie du Comité directeur du Centre, en tant que membre de droit, aux côtés du représentant de l'ICOM.

Déjà, les contacts les plus étroits et les plus cordiaux lient le Conseil avec la Direction du Cours international de spécialisation dans la restauration des monuments, qui a lieu à Rome sous la conduite du professeur De Angelis d'Ossat, en collaboration avec le Centre International d'Etudes pour la Conservation et la Restauration des Biens culturels. La formation des

cadres est, parmi les activités auxquelles nous devons nous dédier, un des secteurs les plus délicats et le problème le plus généralement ressenti.

Les contacts avec l'UNESCO et l'ICOM ont été continus, nous permettant de jouir de leur expérience et de collaborer pleinement avec eux.

Le Secrétaire Général termine son rapport en ces termes :

« Nous voici, maintenant, à la conclusion de notre phase préliminaire. L'Assemblée constitutive de Varsovie et l'Assemblée générale de plein droit dans la grande famille des Organisations internationales non gouvernementales, « ONG » selon le langage propre à l'UNESCO. A la fin de l'Assemblée, nous communiquerons à l'UNESCO la constitution officielle du Conseil International des Monuments et des Sites, afin de pouvoir obtenir le subside voté par la Conférence générale de l'UNESCO tenue à Paris en décembre 1964 et qui s'élève à U.S. \$ 6.000 pour les années 1965 et 1966. Nous pourrions dresser un programme précis des activités scientifiques et associatives à entreprendre, ce qui permettra à l'UNESCO de requérir officiellement la contribution de notre Conseil à la réalisation de ses tâches.

» Les activités qui nous attendent sont nombreuses et difficiles. La vie intellectuelle internationale, dans le domaine de la protection des biens culturels, attend beaucoup de nous. On souhaite de plusieurs côtés nos directives et notre collaboration dans le domaine de la recherche scientifique, de l'encadrement doctrinaire, de la préparation du personnel — tant de direction que d'exécution — et de la réalisation pratique de différentes initiatives. Ce sera une question de moyens, mais surtout d'hommes qui voudront se dévouer avec amour et désintéressement à l'œuvre difficile que sera la première constitution de notre équipe d'organisation, structurée en groupes d'étude, commissions de recherche et comités de consultation.

» Que soient proportionnels à l'ampleur de notre tâche, notre enthousiasme et notre dévouement à cette grande cause qui nous rapproche. »

Rapport sur les statuts de l'ICOMOS.

La parole est ensuite à M. R. Lemaire, Rapporteur, qui présente le projet des statuts et fait un bref historique de leur élaboration. Il rappelle que, lorsque en mai 1964, l'Assemblée plénière du second Congrès International des Architectes et des Techniciens des Monuments historiques décidait à Venise, à l'initiative de l'UNESCO, de créer le Conseil International des Monuments et des Sites, elle chargeait en même temps le Comité provisoire qu'elle avait élu, et plus particulièrement son Bureau, de mettre au point le projet de statuts du nouvel organisme. Le Bureau s'est préoccupé de ce

problème dès le mois de novembre 1964 et a tenu plusieurs réunions consacrées à la révision et à la mise au point du texte soumis au Congrès de Venise. Il s'est assuré la collaboration de hauts fonctionnaires de l'UNESCO, du Directeur de l'ICOM et de juristes éminents. Il a été tenu compte, au surplus, des suggestions communiquées par plusieurs membres du Congrès de Venise.

Le Rapporteur remercie, en particulier, M. Rosi, Chef de la Division des Musées et Monuments de l'UNESCO; M. Daifuku, spécialiste du Programme de la même division; M. Hughes de Varine-Bohan, Directeur de l'ICOM; M. Z. van Hee, professeur de droit civil à l'Université de Louvain, et M. M. Matteucci, professeur de droit civil à l'Université de Padoue, pour leurs conseils judicieux et leur précieuse collaboration.

Plusieurs textes ont été ainsi élaborés qui, par corrections successives, ont abouti au projet qui est soumis aujourd'hui à l'approbation de l'Assemblée.

Ce texte présente des différences assez notables avec celui qui a été remis à Venise et qui avait soulevé des remarques de plusieurs délégations. On a tenté principalement de clarifier les définitions, de mieux circonscrire les buts du Conseil et de délimiter la compétence des divers organes.

Le Rapporteur expose ensuite les plus importants changements et les justifie :

— L'article 3, qui traite des définitions, a été sensiblement modifié. Les définitions des termes « monuments » et « sites » ont été revues afin d'en éliminer les redites, d'en élargir la portée en supprimant les énumérations qui pouvaient entraîner une interprétation restrictive regrettable, d'en délimiter enfin la portée principalement en ce qui concerne les domaines où la compétence du Conseil International des Monuments et des Sites rencontre celle du Conseil International des Musées. Il est évident que si l'on veut assurer pour l'avenir la collaboration fructueuse et harmonieuse, si nécessaire entre ces deux organisations sœurs, la délimitation de leurs terrains d'activité respectifs devait se faire « ab initio » et en pleine entente. Le paragraphe C de l'article 3 vise ce but.

— L'article 4 définit les buts de l'ICOMOS. Il a subi quelques corrections stylistiques; son contenu reste inchangé.

— Il en est de même pour l'article 5 qui détermine les activités de l'ICOMOS. Ici aussi les énumérations ont été supprimées. De même l'article 5, g qui s'énonçait « Promouvoir et organiser des enquêtes internationales et des réunions d'experts » a été supprimé. Cette idée est, en effet, déjà contenue dans le paragraphe e, qui traite de la constitution de commissions d'étude permanentes ou provisoires et de comités d'experts. La colla-

boration de l'ICOMOS avec les commissions existantes, qui n'était pas évoquée auparavant, a été incluse ici.

— A l'article 6, consacré aux membres de l'ICOMOS, une distinction plus claire a été établie entre les membres associés et les membres honoraires. Au surplus la qualité de membre actif a été réservée exclusivement aux personnes physiques répondant aux exigences énumérées au paragraphe a, alinéa 1. Les organisations, associations et institutions qui poursuivent des buts parallèles à ceux de l'ICOMOS peuvent devenir membres associés à notre organisation. Afin de donner à chaque pays des gages et des droits égaux, ainsi qu'il se doit dans toute organisation internationale, le nombre des membres auquel chaque pays a droit a été limité à 15. Le mode d'élection a été déterminé par cooptation au sein des Comités nationaux.

Les droits des différentes catégories de membres ont été définis. Seuls les membres actifs ont droit de vote. Les membres associés sont invités aux Assemblées générales avec voix consultative. La plupart de ces notions étaient déjà contenues dans le texte de Venise; elles ont été classées et clarifiées.

— Le chapitre V est consacré aux structures administratives. Les organes de l'ICOMOS sont énumérés à l'article 8. Le Bureau a été éliminé de la liste car il est, en effet, l'émanation du Comité exécutif et dépend donc de ce dernier; le Secrétariat par contre y a été intégré.

Les tâches de chaque organe ont été mieux définies qu'elles ne l'étaient auparavant.

— L'article 9, consacré à l'Assemblée générale, a été profondément modifié. Ses tâches principales ont été énumérées : élire son propre bureau, élire le Président de l'ICOMOS, le Secrétaire Général, le Trésorier et 14 membres du Comité exécutif, fixer le siège de l'ICOMOS et le taux des cotisations, adopter les amendements aux statuts, déterminer les programmes, approuver les budgets, assurer les moyens de réaliser les buts de l'organisation. Sa composition a été modifiée en fonction de la limitation du nombre des membres actifs. La réunion de ceux-ci constitue l'Assemblée générale et seuls ils y exercent la plénitude des droits.

— Les droits et les tâches du Comité exécutif, définis à l'article 10 n'ont pas subi de modification notable, à l'exception de la création d'un Bureau. Le Bureau ne se présente donc plus sous une forme indépendante, mais comme l'organe d'exécution du Comité exécutif. La hiérarchie se trouve ainsi mieux affirmée et le conflit de compétence entre le Comité exécutif et le Bureau, chargés selon les statuts de Venise, des mêmes tâches, pratiquement exclu. Il appartient donc au Comité exécutif de délimiter exactement les tâches et les pouvoirs de son Bureau.

— L'article 11 expose les devoirs et les droits des Présidents, Vice-Présidents, Secrétaire Général et Trésorier de l'ICOMOS. Il reprend en grande partie les données de l'article 11, 2 des statuts de Venise. Une autre partie de cet article, traitant du Secrétariat de l'ICOMOS a fait l'objet, dans le texte nouveau, d'un article indépendant sous le numéro 15.

— Pas ou peu de changements, si ce n'est de forme, aux articles 12 et 13, traitant du Comité exécutif et des Comités nationaux, sauf en ce qui concerne la composition de ces derniers conformément aux modifications déjà citées à l'article 6 limitant le nombre de leurs membres et fixant le mode de leur recrutement.

— Les statuts de Venise ne citaient que pour mémoire la création de Comités internationaux techniques. L'article 14 leur donne une forme plus concrète. Il s'inspire de la définition et de la description des tâches de tels comités dans les statuts de l'ICOM. Ces comités seront constitués par le Comité exécutif qui déterminera la nature et les modalités d'exécution de leurs travaux.

Le Rapporteur souligne que l'ICOMOS est appelé à travailler en collaboration étroite avec des organisations internationales existantes, dont l'UNESCO, le Centre de Rome, l'ICOM. Doit-on dire que nous espérons que l'ICOMOS sera à son tour invité à leurs réunions ?

Enfin, le Rapporteur conclut en signalant que les articles 17, traitant des revenus, 18, consacré à la personnalité juridique, 19, aux amendements, 20 à la dissolution et 21 aux langues, n'ont pas subi de modification digne de commentaires. Il convient cependant de signaler que les statuts prévoient que l'ICOMOS adopterait les mêmes langues officielles que l'UNESCO, c'est-à-dire, outre le français et l'anglais — qui sont les langues de travail — le russe et l'espagnol.

Dès cette première réunion, et grâce à l'admirable organisation de cette Assemblée constitutive par le Comité de Pologne, cette exigence des statuts a pu être mise en application. Elle constitue une éloquente affirmation de la vocation internationale de notre Conseil qui, de différences de langue, de race, de philosophie ou de régime, vise à conserver pour les générations futures une partie essentielle de ce que les hommes de tous les temps ont créé de plus valable : le produit de leur intelligence et de leur sensibilité.

Après le rapport de M. Lemaire, le projet de statuts est discuté et plusieurs délégations proposent des amende-

ments. Les suggestions sont mises aux voix, les amendements suivants sont retenus :

Art. 3, *b* : remplacement du terme « un groupe d'éléments » par un « cadre urbain ». Proposition de M. Pane (Italie).

Art. 9 : « l'Assemblée générale... se réunirait au même lieu et 24 heures après... ». Proposition de la délégation syrienne.

Art. 10, *b* : « Le Comité exécutif se compose de 26 membres, en partie élus par l'Assemblée générale, et en partie cooptés... ». Proposition de la délégation syrienne.

Art. 10, *c* : *Disposition transitoire.*

« Pour le premier terme, l'Assemblée générale élit les membres du Comité exécutif au scrutin secret sur une liste de noms proposés par le Comité consultatif. » Proposition du Rapporteur.

Art. 10, *e* : « ... et trois membres du Comité exécutif... ». Proposition de M. Schmid (Suisse).

Art. 13, *b* : « ... à l'initiative des institutions compétentes publiques ou privées du pays et en accord avec le Comité exécutif... cooptation ».

Art. 15 : « Le Secrétariat distribue aux membres un compte rendu des rapports des Comités nationaux visés à l'article 13, *c* et un rapport sur ses propres activités ». Proposition de la délégation hollandaise.

La séance est levée à 19 heures.

La séance est ouverte à 11 heures, le 22 juin 1965.

On procède au vote sur les statuts. Le vote se fait par délégation. Chaque délégation dispose d'une voix. Le texte des statuts, avec les amendements retenus la veille est approuvé à l'unanimité des vingt-deux représentants. En conséquence, le Président déclare que le Conseil International des Monuments et des Sites est valablement constitué. Il prie le Secrétaire Général de porter sans délai ce fait à la connaissance du Directeur Général de l'UNESCO.

M. Lorentz se réjouit de l'unanimité qui a marqué l'approbation des statuts et y voit un gage de réussite pour la nouvelle organisation. Avant que l'Assemblée constitutive ne se sépare, il félicite les participants pour leur enthousiasme et l'élan qu'ils ont donné à ces journées.

La séance est levée à 12 h. 30.

REGLEMENT DE L'ASSEMBLEE CONSTITUTIVE, ADOPTE A VARSOVIE, LE 21 JUIN 1965

Art. 1.

L'Assemblée constitutive de l'ICOMOS élit un Président, trois Vice-Présidents et un Rapporteur, sur proposition du Comité provisoire.

Art. 2.

L'Assemblée constitutive de l'ICOMOS adopte comme règlement provisoire le règlement de l'Assemblée générale du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, tel qu'il a été adapté aux statuts de l'ICOMOS par le Bureau provisoire.

Art. 3.

L'Assemblée constitutive adopte comme règlements provisoires du Comité exécutif, du Comité consultatif, des Comités nationaux et des Comités internationaux, les règlements *ad hoc* de l'ICOM.

Art. 4.

Chaque pays dans lequel un Comité national a été valablement constitué a droit à une seule voix.

STATUTS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUTIVE A VARSOVIE, LE 22 JUIN 1965

I. DENOMINATION ET SIEGE.

Art. 1.

Il est constitué une association nommée CONSEIL INTERNATIONAL DES MONUMENTS ET DES SITES désignée ci-après par le sigle ICOMOS.

Art. 2.

Le Siège de l'ICOMOS est fixé par la première Assemblée générale. Il pourra être modifié, en cas de nécessité, par une décision de l'Assemblée générale.

II. DEFINITIONS.

Art. 3.

a) Est considéré comme monument tout immeuble bâti ou non qui se distingue par son intérêt archéologique, historique, esthétique ou ethnographique. Sont compris dans cette définition les biens immeubles par nature ou par destination et les biens meubles conservés dans les monuments.

b) Est considéré comme site un cadre urbain, un paysage dû à la nature, à l'homme ou à l'œuvre combinée de la nature et de l'homme, dont la conservation présente un intérêt public.

c) Sont exclus des définitions précédentes :

1. Les biens meubles conservés dans les monuments et qui font partie de collections de musées;
2. Les collections archéologiques conservées dans les musées ou dépôts organisés dans des sites archéologiques ou historiques;
3. Les musées de plein air.

III. BUTS ET ACTIVITES.

Art. 4.

L'ICOMOS constitue l'organisation internationale représentative des administrations, des institutions et des personnes intéressées à la préservation et à l'étude des monuments et des sites.

Ses buts sont les suivants :

- a) Promouvoir l'étude et favoriser la conservation et la mise en valeur des monuments et des sites.
- b) Eveiller et développer l'intérêt des autorités et des populations de tous les pays à l'égard de leurs monuments, de leurs sites et de leur patrimoine culturel en général.

Art. 5.

Pour atteindre ces buts, l'ICOMOS aura notamment les activités suivantes :

- a) Encourager la rédaction et l'adoption de recommandations internationales applicables à l'étude, à la conservation, à la restauration et à la mise en valeur des monuments et des sites.
- b) Collaborer sur les plans national et international à la création et au développement de centres de documentation concernant les domaines cités en a; mettre cette documentation à la disposition des membres de l'ICOMOS et de tous les spécialistes intéressés par ces problèmes.
- c) Collaborer sur les plans national et international à la préparation d'inventaires, de répertoires, de cartes topographiques, d'archives photographiques et photo-

grammétriques, etc., concernant les monuments et les sites.

d) Etudier et diffuser toutes les techniques, y compris les plus récentes, en matière de conservation, de restauration et de mise en valeur des monuments et des sites.

e) Créer, dans le cadre des activités mentionnées sous a, b, c et d, des commissions d'étude permanentes ou provisoires et des comités d'experts; collaborer à ceux qui existent déjà ou qui seront créés en dehors de son sein.

f) Entreprendre ou patronner des publications spécialisées dans les domaines cités aux articles précédents.

g) Etablir et maintenir une coopération étroite avec l'UNESCO, le CENTRE INTERNATIONAL D'ETUDES POUR LA CONSERVATION ET LA RESTAURATION DES BIENS CULTURELS à ROME, le CONSEIL INTERNATIONAL DES MUSEES (ICOM) et d'autres organisations internationales et régionales qui poursuivent des objectifs communs.

IV. MEMBRES.

Art. 6.

a) L'ICOMOS comprend trois catégories de membres : les membres actifs, les membres associés et les membres honoraires.

1. La qualité de membre actif ne peut être conférée qu'à des personnes compétentes et en activité, choisies dans chaque pays, soit parmi le personnel scientifique, technique ou administratif des services nationaux des monuments et des sites, des beaux-arts ou des antiquités, soit parmi les spécialistes de la conservation et de la restauration des monuments et des sites, de l'architecture, de l'urbanisme, de l'histoire de l'art, de l'archéologie ou de l'ethnologie.

2. La qualité de membre associé peut être conférée :

a. à toutes les personnes qualifiées intéressées aux buts de l'ICOMOS;

b. à des organismes, des associations, des institutions nationales publiques et privées intéressés par la conservation, la restauration et la mise en valeur des monuments et des sites;

c. à des organisations, des associations et des institutions internationales et régionales similaires à celles énumérées au paragraphe précédent;

d. à des bienfaiteurs qui versent à l'organisation un don en nature ou en espèces.

3. La qualité de membre honoraire est conférée à des personnes qui ont rendu des services éminents à la cause de la conservation, de la restauration et de la mise en valeur des monuments et des sites.

b) 1. Les membres actifs constituent les comités nationaux; ils sont désignés selon les modalités définies

à l'article 13. Leur nombre est limité à 15 pour chaque pays. Ils ont voix délibérative à l'Assemblée générale. Ils peuvent se faire représenter à celle-ci par un autre membre actif; aucun membre ne peut toutefois disposer de plus de deux voix en plus de la sienne.

2. Les membres associés individuels ou collectifs sont agréés par les Comités nationaux, ou, en cas de non-existence de ceux-ci par le Comité exécutif. Ils ont le droit d'assister aux Assemblées générales et d'intervenir dans les débats, toutefois sans droit de vote.

3. La qualité de membre honoraire est conférée par l'Assemblée générale sur proposition du Comité exécutif de l'ICOMOS. Leurs droits sont identiques à ceux des membres associés.

c) Les membres actifs et les membres associés individuels ou collectifs acquittent une cotisation dont le taux est fixé par l'Assemblée générale. Les membres honoraires sont dispensés de cotisation.

Art. 7.

La qualité de membre de l'ICOMOS se perd :

a) par la démission, donnée à la fin d'une année civile, moyennant un préavis de trois mois et adressée par écrit au Bureau; elle ne décharge pas de l'obligation de payer la cotisation de l'année courante;

b) par la radiation, prononcée, pour non-paiement de la cotisation ou pour tout autre motif légitime, par l'Assemblée générale.

V. STRUCTURE ADMINISTRATIVE.

Art. 8.

a) Les organes de l'ICOMOS sont : l'Assemblée générale,

le Comité exécutif,

le Comité consultatif,

les Comités nationaux,

les Comités internationaux spécialisés,

le Secrétariat.

b) Chacun de ces organes arrête son règlement intérieur, les modalités de son fonctionnement et élit son bureau conformément aux prescriptions des statuts.

Art. 9.

L'Assemblée générale est l'organe suprême de l'ICOMOS. Parmi ses tâches, elle élit son propre Président, ses trois Vice-Présidents et son Rapporteur. Elle élit le Président de l'ICOMOS, trois Vice-Présidents, le Secrétaire Général, le Trésorier et 14 membres du Comité exécutif, tous choisis parmi les membres actifs de manière à assurer une représentation des diverses spécialités et une répartition géographique équitable. Elle élit les membres honoraires de l'organisation. Elle fixe

le siège de l'ICOMOS et le taux des cotisations, adopte les amendements aux statuts, détermine les programmes, approuve les budgets et les comptes et assure la réalisation des buts de l'organisation.

L'Assemblée générale se compose des membres actifs. Elle est convoquée en principe tous les trois ans à la date et au lieu choisis par le Comité exécutif en session ordinaire, et à la majorité des membres du Comité exécutif ou du tiers des membres actifs en session extraordinaire. Le quorum requis est le tiers des membres actifs présents et représentés. Au cas où le quorum ne serait pas atteint, l'Assemblée se réunirait au même lieu et 24 heures après pour délibérer valablement, quel que soit le nombre des votants.

Art. 10.

a) Le Comité exécutif est l'organe de direction de l'ICOMOS. Il est présidé par le Président de l'ICOMOS, ou à son défaut par l'un des Vice-Présidents. Le Comité exécutif coopte cinq membres. Il est habilité à acquérir, conserver et utiliser, au nom de l'organisation, les fonds nécessaires à la réalisation des objectifs prévus dans les statuts, ainsi qu'à accepter les dons et les legs. Il prépare les projets de programme et de budget et, après approbation par l'Assemblée générale, contrôle leur mise en œuvre. Il prend, au nom de l'Assemblée générale, toutes décisions nécessitées par les circonstances et qui devront être ultérieurement ratifiées par l'organe suprême.

b) Le Comité exécutif se compose de 26 membres, en partie élus par l'Assemblée générale et en partie cooptés, tous en activité, représentant les différentes régions du monde, à savoir :

le Président de l'ICOMOS,
les 3 Vice-Présidents,
le Président du Comité consultatif,
le Secrétaire général,
le Trésorier,
les 14 membres élus par l'Assemblée générale,
les 5 membres actifs cooptés.

Aucun pays ne peut être représenté par plus d'un membre au sein du Comité exécutif, le Président excepté.

Le directeur du Secrétariat assiste, sans voix délibérative, aux séances du Comité exécutif.

c) Les membres du Comité exécutif sont élus par correspondance au scrutin secret, pour une période de 3 ans, avec droit de rééligibilité pour deux périodes suivantes et peuvent redevenir membre après un intervalle de trois ans. En cas de vacance d'un siège, le Comité exécutif élira pour la durée du mandat restant à courir, un suppléant choisi parmi les membres actifs.

Disposition transitoire. — Pour le premier terme l'Assemblée générale élit les membres du Comité exécutif

au scrutin secret sur une liste de noms proposée par le Comité consultatif.

d) Le Président convoque ce Comité en session ordinaire au moins une fois par an et à la demande du tiers des membres de ce Comité en session extraordinaire.

Dans l'année de l'Assemblée générale, le Comité se réunit avant et après cette assemblée. Les décisions se prennent à la majorité des membres présents ou valablement représentés.

e) Le Président de l'ICOMOS, le Secrétaire Général, le Trésorier, le Président du Comité consultatif et trois membres du Comité exécutif constituent le Bureau. Celui-ci se réunit dans l'intervalle des sessions du Comité exécutif sur convocation du Président.

Art. 11.

a) Le Président de l'ICOMOS convoque l'Assemblée générale, convoque et préside le Comité exécutif et le Bureau et dresse leur ordre du jour; il est membre de droit du Comité consultatif. Il représente l'ICOMOS par délégation. Il ordonnance les dépenses en collaboration avec le Trésorier.

b) Les Vice-Présidents assistent ou suppléent le Président.

c) Le Secrétaire Général ordonne et supervise les travaux du Secrétariat de l'association.

d) Le Trésorier prépare le rapport financier et il établit le projet de budget, il ordonne les dépenses selon les instructions du Président et effectue les paiements.

Art. 12.

a) Le Comité consultatif est l'organe conseil de l'ICOMOS. Il donne des avis ou propose des suggestions à l'Assemblée générale et au Comité exécutif. Il examine les propositions faites par les Comités nationaux et les transmet, accompagnées de son avis, au Comité exécutif. Il dresse et soumet à l'Assemblée générale la liste des candidats du Comité exécutif.

b) Le Comité consultatif se compose du Président de l'ICOMOS, des Présidents des Comités nationaux et des Présidents des Comités internationaux spécialisés. Il se réunit, au moins une fois par an, au lieu et à la date choisis par le Comité exécutif.

Art. 13.

a) Les Comités nationaux veillent à la mise en œuvre des programmes communs et nationaux de l'organisation.

b) Ils sont constitués, à l'initiative des institutions compétentes publiques ou privées du pays et en accord avec le Comité exécutif après consultation des organisations, associations et institutions nationales ou internationales, telles les associations professionnelles et

l'administration. Ils se composent au maximum de 15 membres actifs. Le renouvellement des membres se fait par cooptation en accord avec le Comité exécutif.

c) Les Comités nationaux se réunissent sur convocation de leur Président. Une fois l'an, ils adressent rapport de leurs activités au Président de l'ICOMOS.

Les membres associés participent aux activités du Comité national dans les limites fixées par le règlement de celui-ci.

Art. 14.

Les Comités internationaux sont les organes techniques de l'ICOMOS. A ce titre ils étudient dans leurs domaines respectifs des problèmes professionnels particuliers dans le cadre du programme général de l'ICOMOS. Ils peuvent constituer dans leur sein des groupes de travail sous la forme de sous-comités ou de commissions.

Le Comité exécutif de l'ICOMOS forme et dissout les Comités internationaux, et fixe la nature et les modalités de l'exécution de leurs travaux.

Art. 15.

Le Secrétariat exécute et coordonne les tâches de l'ICOMOS sous la direction du Président et du Secrétaire Général.

Le personnel du Secrétariat comprend un directeur et des collaborateurs rémunérés.

Le Secrétariat distribue aux membres un compte rendu des rapports des Comités nationaux visés à l'article 13, c, et un rapport sur ses propres activités.

Art. 16.

Le Directeur de l'UNESCO, le Centre de Rome et l'ICOM sont invités à envoyer des observateurs à toutes les réunions de l'ICOMOS.

Art. 17.

a) Les revenus de l'ICOMOS sont composés par :

1. les cotisations des membres,
2. les dons et legs,
3. les subventions.

b) Le montant des dépenses que l'ICOMOS pourra normalement engager durant les trois années qui separent deux Assemblées générales est déterminée par l'Assemblée générale.

VI. PERSONNALITE JURIDIQUE.

Art. 18.

Disposition transitoire. — Le Comité exécutif est habilité à prendre les mesures qu'il juge utiles en vue de doter l'ICOMOS de la personnalité juridique dans les pays où s'exerce son activité. L'ICOMOS est représenté envers les tiers par le Président, ou à son défaut, par l'un des Vice-Présidents ou par le Secrétaire Général.

VII. AMENDEMENTS.

Art. 19.

L'amendement des statuts ne peut être décidé que par l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix, et après communication aux membres actifs du projet d'amendement quatre mois au minimum avant l'Assemblée générale.

VIII. DISSOLUTION.

Art. 20.

La dissolution de l'ICOMOS ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix et avec dévolution des biens de l'Association à une organisation désignée par l'UNESCO.

IX. LANGUES.

Art. 21.

L'ICOMOS adopte les mêmes langues officielles que l'UNESCO. Les langues de travail sont le français et l'anglais.

COMPTE RENDU DE LA PREMIERE ASSEMBLEE GENERALE, TENUE A CRACOVIE, LES 24 ET 25 JUIN 1965

La première Assemblée générale du Conseil International des Monuments et des Sites s'est tenue, à l'invitation du Gouvernement polonais, à Cracovie du 24 au 25 juin 1965. La séance est ouverte dans la Salle des Sénateurs du Château royal de Wawel, en présence de M. Zbigniew Skolicki, Président du Conseil national de la Ville de Cracovie, M. Jan Garlicki, Vice-Président du Conseil national de la Ville de Cracovie, M. Jerzy Szablowski, Directeur des Collections d'Art du Château royal de Wawel, M. Alfred Majewski, Directeur du Bureau de la Restauration du Château royal de Wawel, M. Jerzy Banach, Directeur du Musée national de Cracovie.

MM. Skolicki et Szablowski souhaitent aux membres du Conseil la bienvenue à Cracovie. Ils formulent leurs vœux les plus chaleureux pour les travaux de l'Assemblée et le développement futur de la nouvelle Organisation.

M. S. Lorentz, qui avait été élu par acclamation Président de l'Assemblée constitutive et de la première Assemblée générale, étant retenu à Varsovie pour l'ouverture du parlement, MM. Ch. Peterson et V. Ivanov, Vice-Présidents, assument la présidence de cette séance. M. Peterson répond aux allocutions des personnalités officielles polonaises et les remercie d'avoir bien voulu honorer de leur présence cette séance d'ouverture.

Le projet de règlement de l'Assemblée générale, présenté par M. R. Lemaire, Rapporteur, est adopté à l'unanimité.

On procède ensuite à la constitution de quatre commissions :

1. Commission pour la vérification des pouvoirs;
2. Commission pour le siège;
3. Commission pour le programme et le budget;
4. Commission pour les candidatures.

La séance est levée à 12 h. 30.

Dans l'après-midi les différentes commissions se réunissent et établissent leurs conclusions.

Le lendemain, 25 juin 1965, la séance est ouverte à 9 h. 30 par le Président Lorentz. Les Présidents des commissions présentent leur rapport dont les conclusions, après discussion, sont mises aux voix.

1. Rapport de la Commission pour la vérification des pouvoirs.

Le Président, M. H. Langberg, annonce qu'après examen 119 membres présents ou valablement représentés ont le droit de vote.

2. Rapport de la Commission pour le choix du siège.

M. Bornheim, Président de la Commission, expose les conclusions retenues :

La Commission a examiné, avec soin, les propositions des quatre pays qui offraient d'accueillir le Conseil :

- la Belgique à Bruxelles;
- l'Espagne à Madrid;
- la France à Paris;
- l'Italie à Venise.

Après avoir étudié ces candidatures, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'accepter la proposition française.

La commission constate que les trois autres offres sont mieux définies quant au local offert et au montant des subventions de fonctionnement accordées :

- 10.000 à 12.000 dollars par la Belgique;
- 20.000 dollars par l'Espagne;
- 10.000 dollars par l'Italie.

La Commission propose que le Président remercie les Gouvernements de ces pays, pour leur généreuse démarche.

Mais de puissants arguments ont décidé la Commission à se prononcer en faveur de Paris :

- la position géographique de la capitale de la France, qui est bien située et desservie par un important réseau routier, ferroviaire, aérien...;
- le rayonnement culturel de Paris, où sont déjà fixés les sièges de l'UNESCO, l'ICOM, l'U.I.A., et d'autres organismes internationaux avec lesquels l'ICOMOS devra entretenir une étroite collaboration;
- la France offrira les locaux nécessaires au Secrétariat, l'usage de salles de réunion, une subvention en espèces comme contribution au budget de fonctionnement du Conseil.

Un télégramme du Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles au représentant français, M. Berry, rappelle les bonnes dispositions de Paris pour abriter le siège de l'ICOMOS. Le Conseil International des Monuments et des Sites jouira des avantages déjà accordés aux organisations non gouvernementales installées en France. Il pourra user des archives du Musée des Monuments français et celles du Centre de Recherches sur les Monuments historiques.

Suivant les conclusions de la Commission, l'Assemblée décide à l'unanimité de fixer à Paris le siège du Conseil International des Monuments et des Sites. Le Conseil décide de remercier la France pour son hospitalité.

2. Commission pour le programme et le budget.

M. Alves de Souza, Rapporteur de la Commission pour le programme et le budget, donne lecture des conclusions retenues :

« Après une longue et sérieuse discussion sous la présidence de M. Frodl, la Commission est heureuse de

présenter à l'Assemblée générale ses conclusions sur les sujets suivants :

I. Programme général d'activité.

II. Activités spécialisées des Comités nationaux et des Comités internationaux.

III. Coopération avec d'autres organisations.

I. *Projet de programme général.*

Le programme d'activité a été conçu comme un cadre souple, destiné à orienter la politique générale du Conseil de 1965 à 1968. Il pourra permettre, s'il est nécessaire, la réalisation éventuelle d'activités qui n'auraient pas été prévues au budget.

1. Activités générales.

a) Le Secrétariat du Conseil sera établi à Paris. Il sera développé en fonction des besoins du Conseil et de ses possibilités financières.

b) Une des premières tâches du Conseil sera la constitution du Centre de Documentation. Une campagne à long terme sera entreprise en vue de la réunion de documents et d'informations. Les matériaux reçus seront classés et analysés. Enfin, les informations seront mises à la disposition des spécialistes et du public.

c) Il faudra entreprendre une active campagne pour faire connaître la création du Conseil et obtenir l'adhésion de pays en voie de développement. Il faudra poursuivre la politique d'extension de l'ICOMOS, en encourageant la formation de nouveaux comités nationaux, en orientant les activités de ceux qui sont déjà créés.

Parallèlement, devra être menée une campagne pour le recrutement de membres associés et pour une amélioration de la situation financière.

d) Les règlements du Conseil, prévus par les statuts adoptés par l'Assemblée constitutive, devront être élaborés.

f) Il faudra préparer la publication des organes du Conseil, la revue « Monumentum » et le Bulletin d'information.

II. *Activités spécialisées.*

Ces activités seront dévolues aux Comités internationaux formés de spécialistes; ils seront aidés par les Comités nationaux.

La Commission propose la création de cinq premiers Comités internationaux spécialisés, pour :

- a) la conservation et la restauration;
- b) la formation des architectes et du personnel qualifié;
- c) la doctrine, la législation, l'administration et la documentation;

d) l'utilisation et la réanimation des monuments et des ensembles monumentaux;

e) les sites.

Ces comités pourront être subdivisés, non pas en sous-comités, mais en groupes de travail, ce qui nous a semblé être une formule plus souple; ces groupes pourront facilement être développés selon les besoins de l'ICOMOS.

On devra veiller à respecter au sein de ces comités une représentation équilibrée des différents pays et disciplines concernés par les problèmes étudiés.

L'activité des Comités internationaux pourra prendre des formes diverses : enquêtes, réunions d'experts, etc. Les conclusions de ces groupes de travail devront être publiées.

Ces comités, formés de membres actifs, auront des membres correspondants dans le plus grand nombre possible de pays.

Le président de chaque comité s'engagera à mettre à la disposition des membres un minimum de facilités matérielles, notamment un secrétariat.

III. *Coopération avec d'autres organisations.*

Des contacts seront établis, tant au niveau des Secrétariats qu'à celui des Présidents, avec les institutions qui poursuivent des buts semblables ou parallèles à ceux de l'ICOMOS, particulièrement avec :

— l'UNESCO;

— le Centre International d'Etudes pour la Conservation et la Restauration des Biens culturels — Centre de Rome;

— le Conseil International des Musées — ICOM;

— l'Union Internationale des Architectes — U.I.A.;

— la Fédération Internationale pour l'Habitation, l'Urbanisme et l'Aménagement du Territoire — F.I.H.U.A.T. —, dont le Comité permanent « Sites Historiques Urbains » est une émanation.

Le Conseil International des Monuments et des Sites participera aux réunions périodiques de coordination qui ont lieu entre l'UNESCO, le Centre de Rome et l'ICOM.

Une collaboration étroite et suivie devra être établie avec ces organismes. Dans certains cas particuliers, des groupes de travail mixtes pourront être formés, pour étudier des problèmes communs à l'ICOMOS et à ces organisations.

Les relations avec l'UNESCO auront pour objet d'harmoniser les programmes des deux organisations. Le Conseil pourra contribuer à la réalisation des objectifs de l'UNESCO, en lui fournissant une aide technique et juridique, en lui permettant de consulter ses experts qualifiés. Des contrats pourront être conclus avec l'UNESCO, pour l'étude de problèmes particuliers.

Le Rapporteur souligne que, dans la préparation de ce programme, la Commission a été guidée par le souci de prévoir avec une ambitieuse largeur de vues et d'aider au grand développement futur du Conseil, tandis que la contemplation de la situation présente la rappelait à une prudente sagesse.

Le programme et le budget sont adoptés. M. Lorentz engage le Comité exécutif qui va être élu quelques minutes plus tard à veiller à la bonne exécution du programme.

4. Commission pour les candidatures.

Après avoir entendu le rapport du Président de la Commission, Lord Euston, l'Assemblée procède successivement à l'élection

du Président de l'ICOMOS : M. Piero Gazzola (Italie), 114 voix;

des trois Vice-Présidents : M. M. Almagro (Espagne), M. R. Garvey (U.S.A.), M. V. Ivanov (U.R.S.S.), 117 voix;

du Secrétaire Général : M. R. Lemaire (Belgique), 116 voix;

du Trésorier : M. M. Berry (France), 117 voix;

du Président du Comité consultatif : M. S. Lorentz (Pologne), à l'unanimité;

puis des membres du Comité exécutif, par 107 voix, qui sont : MM. V. Alves de Souza (Brésil), W. Bornheim gen. Schilling (Allemagne), G. De Angelis d'Ossat (Italie), D. Dercsenyi (Hongrie), the Earl of Euston (Royaume-Uni), C. Flores Marini (Mexique), W. Frodl (Autriche), R. Hotke (Pays-Bas), B.B. Lal (Inde), H. Langberg (Danemark), V. Novotny (Tchécoslovaquie), A. Schmid (Suisse), M. Sekino (Japon), I. Zdravkovic (Yougoslavie).

L'Assemblée décide de réserver son choix quant au pays hôte de la seconde Assemblée générale qui aura lieu en 1968.

M. Lorentz déclare clos les travaux de l'Assemblée générale, et souligne leur grand intérêt en raison de l'enthousiasme et de la haute qualification des participants.

M. Gazzola, qui vient d'être élu Président du Conseil international des Monuments et des Sites, dit combien il est touché de la confiance qui lui a été témoignée. Il attire l'attention de l'Assemblée sur l'urgence du combat à mener pour la sauvegarde et la mise en valeur des sites et des ensembles historiques.

M. Ivanov se fait l'interprète de toute l'Assemblée pour remercier les Autorités polonaises de leur chaleureuse hospitalité.

REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE

I. SESSIONS.

A. Sessions ordinaires.

Art. 1. *Date de réunion.*

1.1. L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire tous les trois ans.

1.2. La date d'ouverture de la session est fixée par le Comité exécutif compte tenu de toute préférence qu'aurait pu exprimer l'Assemblée générale.

Art. 2. *Lieu de réunion.*

2.1. Sauf circonstances particulières, les sessions ordinaires et extraordinaires des organes internationaux de l'ICOMOS ont lieu au siège de l'organisation.

Au cas où l'Assemblée générale ou des réunions des organes internationaux se tiendraient en dehors du siège habituel, à l'invitation d'un Comité national, le pays hôte s'engage à accueillir les participants quel que soit leur pays d'origine.

2.2. Si le Comité exécutif estime que certaines circonstances rendent inopportune la réunion de l'Assemblée générale au lieu fixé lors de la session précédente, il peut, après consultation des Comités nationaux et avec l'accord de la majorité d'entre eux, convoquer l'Assemblée à un autre endroit.

B. Sessions extraordinaires.

Art. 3. *Sessions extraordinaires.*

3.1. L'Assemblée générale se réunit en session extraordinaire sur convocation du Président agissant à la demande de la majorité des membres du Comité exécutif ou du tiers des membres actifs.

3.2. Les sessions extraordinaires ont lieu au siège de l'organisation, à moins que le Comité exécutif n'estime nécessaire de convoquer l'Assemblée générale en un autre endroit.

C. Sessions ordinaires et extraordinaires.

Art. 4. *Convocation.*

4.1. Le Président avise les membres au moins 8 mois à l'avance, de la date et du lieu d'une session ordinaire et au moins 40 jours à l'avance, de la date et du lieu d'une session extraordinaire.

4.2. Le Président informe de cette convocation l'UNESCO, le Centre de Rome, le Conseil International des Musées, et les invite à envoyer des observateurs.

4.3. L'Assemblée générale détermine, sur la recommandation du Comité exécutif, les organisations internationales ou nationales, non gouvernementales ou semi-gouvernementales, qui peuvent être invitées à envoyer des observateurs aux réunions de l'Assemblée générale. Le Président informe ces organisations de la convocation des sessions de l'Assemblée générale.

II. ORDRE DU JOUR.

A. Sessions ordinaires.

Art. 5. *Ordre du jour provisoire.*

5.1. Le Comité exécutif établit l'ordre du jour provisoire d'après la liste des questions qui, en vertu de l'article 6, ont été proposées 120 jours au moins avant l'ouverture de la session.

5.2. Cet ordre est communiqué aux membres 60 jours au moins avant l'ouverture de la session.

Art. 6. *Contenu de l'ordre du jour provisoire.*

L'ordre du jour provisoire d'une session comprend :

a) l'élection du Président de l'Assemblée générale, de 3 Vice-Présidents et d'un Rapporteur;

- b) le rapport moral du Comité exécutif;
- c) le rapport financier du Comité exécutif;
- d) les questions que l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour;
- e) les questions proposées par l'UNESCO, les Comités nationaux et les membres associés;
- f) toute autre question introduite par le Comité exécutif;
- g) les questions que le Bureau juge opportun d'évoquer;
- h) l'élection du Président, de 3 Vice-Présidents, du Secrétaire Général, du Trésorier et de 14 membres du Comité exécutif;
- i) l'élection des membres honoraires;
- j) la fixation du siège de l'ICOMOS;
- k) la fixation du taux des cotisations;
- l) le programme général de l'ICOMOS durant les prochaines années;
- m) l'adoption du budget pour les trois années à venir;
- n) des exposés sur les problèmes de conservation des monuments qui pourraient faire l'objet d'une discussion par l'Assemblée.

Art. 7. *Questions supplémentaires.*

Les questions urgentes introduites après le délai de 60 jours seront soumises au Bureau qui les présentera dans la mesure du possible à l'Assemblée générale sous forme d'une liste supplémentaire.

Art. 8. *Préparation de l'ordre du jour.*

Le Bureau prépare, sur la base de l'ordre du jour provisoire et de la liste supplémentaire, l'ordre du jour révisé qu'il communique au Comité exécutif pour approbation.

Art. 9. *Approbation de l'ordre du jour.*

Aussitôt que possible après l'ouverture de la session, l'Assemblée générale adopte l'ordre du jour provisoire.

Art. 10. *Amendements, suppressions et nouvelles questions.*

10.1. Au cours d'une session de l'Assemblée générale, certaines questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'amendements ou être rayées de cet ordre du jour par décision de l'Assemblée générale.

10.2. De nouvelles questions importantes et d'un caractère urgent peuvent toujours être inscrites à l'ordre du jour par décision de l'Assemblée générale.

B. Sessions extraordinaires.

Art. 11. *Ordre du jour provisoire.*

11.1. L'ordre du jour provisoire est établi par le Comité exécutif.

11.2. Il est communiqué aux membres, à l'UNESCO, au Centre de Rome, à l'ICOM et aux autres organismes invités à s'y faire représenter, 30 jours au moins avant l'ouverture de la session.

Art. 12. *Contenu.*

L'ordre du jour provisoire d'une session extraordinaire comprend seulement les questions proposées par le Comité exécutif, par les Comités nationaux ou par les membres actifs qui en auraient demandé la convocation.

Art. 13. *Questions supplémentaires.*

Le Comité exécutif, tout Comité national ou membre actif peuvent demander l'inscription de questions supplémentaires à l'ordre du jour jusqu'à la date fixée pour l'ouverture de la session.

Art. 14. *Approbation de l'ordre du jour.*

L'ordre du jour provisoire et les questions supplémentaires sont soumis pour approbation à l'Assemblée générale aussitôt que possible après l'ouverture de la session extraordinaire.

III. DELEGATION ET POUVOIRS.

Art. 15. *Composition et présentation.*

15.1. L'Assemblée générale se compose des membres actifs de l'ICOMOS qui seuls ont droit de vote. Les membres associés et les membres honoraires ont voix délibérative.

15.2. Chaque membre actif peut se faire représenter par un autre membre actif, conformément à l'article 6, b, 1 des Statuts à condition de lui remettre une procuration signée et datée ou d'en aviser le Président par lettre recommandée au moins 48 heures avant l'ouverture de l'Assemblée générale. Aucun membre ne peut représenter plus de deux autres membres.

Art. 16. *Noms des observateurs.*

Les organisations invitées à envoyer des observateurs conformément aux articles 4.2. et 4.3. adressent au Président, une semaine avant l'ouverture de l'Assemblée générale, les noms de leurs observateurs.

Art. 17. *Admission provisoire à une session.*

Tout représentant dont l'admission soulève de l'opposition de la part d'un membre, siège provisoirement avec les mêmes droits que les autres représentants jusqu'à ce que le Comité de vérification des pouvoirs ait fait son rapport et que l'Assemblée générale ait statué.

IV. ORGANISATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE.

Art. 18. *Sessions ordinaires.*

Au début de chaque session l'Assemblée générale élit parmi ses membres et pour toute la durée de la session un Président, trois Vice-Présidents et un Rapporteur, tous de nationalité différente. Elle institue les comités nécessaires à la conduite de ses travaux.

Art. 19. *Sessions extraordinaires.*

L'Assemblée générale élit un Président, trois Vice-Présidents et un Rapporteur, tous de nationalité différente, et institue les Comités nécessaires.

V. PRESIDENT ET VICE-PRESIDENTS.

Art. 20. *Président provisoire.*

A l'ouverture de chaque session de l'Assemblée générale, le Président de la session précédente, ou à son défaut l'un des Vice-Présidents, occupe la présidence jusqu'à ce que l'Assemblée générale ait élu le Président de la session.

Art. 21. *Attributions du Président.*

Outre les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement intérieur, le Président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière de l'Assemblée générale. Il dirige les débats, assure l'observation du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il se prononce sur les motions d'ordre, règle les délibérations de chaque séance et veille au maintien de l'ordre.

Art. 22. *Président par intérim.*

Le Président peut se faire remplacer par un des Vice-Présidents qui aura dans ce cas les mêmes pouvoirs et les mêmes charges que le Président.

VI. COMITES DE L'ASSEMBLEE GENERALE.

Art. 23. *Comité de vérification des pouvoirs.*

23.1. Le Comité de vérification des pouvoirs se compose de 5 membres élus par l'Assemblée générale sur proposition du Président provisoire.

23.2. Il élit un Rapporteur.

23.3. Il vérifie les pouvoirs des membres et des observateurs envoyés par divers organismes, en fonction des articles 4.2. et 4.3.

Art. 24. *Bureau de l'Assemblée.*

24.1. Le Bureau de l'Assemblée générale se compose du Président, des Vice-Présidents, du Rapporteur et des Présidents des Comités et Commissions de l'Assemblée.

24.2. Le Président de l'ICOMOS ou, en son absence, l'un des Vice-Présidents, ainsi que le Secrétaire Général, assistent aux séances du Bureau de l'Assemblée, mais n'ont pas le droit de vote.

24.3. Le Président de l'Assemblée préside le Bureau de l'Assemblée. S'il ne peut assister à une réunion, les dispositions de l'article 23 sont appliquées.

24.4. Le Rapporteur, ou, s'il ne peut assister à la séance, son représentant, est secrétaire du Bureau.

24.5. Le Bureau fixe la date, l'heure et l'ordre du jour des séances plénières de l'Assemblée générale; il coordonne les travaux de l'Assemblée et de tous les Comités et Commissions et assiste le Président dans la direction des travaux.

Art. 25. *Comités « ad hoc ».*

L'Assemblée générale pourra instituer des comités *ad hoc* chargés de préparer certaines questions ou de procéder à leur examen approfondi. Ces comités choisissent leur Président et leur Rapporteur, et font rapport à l'Assemblée générale.

VII. SECRETARIAT.

Art. 26. *Fonctions du Secrétaire Général.*

26.1. Le Secrétaire Général de l'ICOMOS fait fonction de Secrétaire Général à toutes les séances de l'Assemblée générale, y compris les séances des Comités. Il peut se faire seconder ou remplacer par un ou plusieurs membres du Comité exécutif.

26.2. Le Secrétariat de l'Assemblée générale, désigné ci-après sous le nom de Secrétariat, est assuré par les membres du personnel du Secrétariat général choisis par le Secrétaire Général et agissant sous son autorité.

Art. 27. *Interventions du Président de l'ICOMOS et du Secrétaire Général.*

Le Président de l'ICOMOS, le Secrétaire Général, ou un membre du Comité exécutif par eux désigné, peuvent à tout moment intervenir avec l'approbation du Président, oralement ou par écrit, devant l'Assemblée générale ou un Comité, sur toute question en cours d'examen.

Art. 28. *Fonctions du Secrétariat.*

Le Secrétariat est chargé, sous l'autorité du Secrétaire Général, de recevoir, traduire et distribuer les documents, rapports et résolutions de l'Assemblée générale et de ses Comités; d'assurer la traduction des interventions survenues au cours des séances; de rédiger et distribuer les procès-verbaux des séances; de conserver les documents dans les archives de l'Organisation et de faire tous les autres travaux que l'Assemblée générale peut exiger de lui.

VIII. LANGUES.

Art. 29. *Langues de travail.*

L'anglais, le français, le russe et l'espagnol sont les langues de travail de l'Assemblée générale.

Art. 30. *Autres langues.*

Les délégués sont libres de prendre la parole dans toute autre langue, mais ils doivent assurer la traduction ou un résumé de leur intervention dans l'une des langues de travail à leur choix, le Secrétariat assure la traduction dans les autres langues de travail.

IX. PROCÈS-VERBAUX DES SEANCES ET RESOLUTIONS.

Art. 31. *Procès-verbaux.*

31.1. Il est établi un procès-verbal des séances plénières de l'Assemblée générale.

31.2. Afin d'assurer l'exactitude des procès-verbaux des séances et de faciliter la tâche du Secrétariat, les délégués sont priés de remettre au Bureau du Secrétariat un résumé de leur intervention.

Art. 32. *Distribution des procès-verbaux.*

32.1. Les procès-verbaux sont transmis, aussitôt que possible après la fin de la session, à tous les membres ainsi qu'aux organisations représentées par des observateurs, afin de leur permettre de faire les rectifications au texte de leur intervention, et cela dans un délai de 30 jours à dater de la réception.

32.2. Le Secrétariat de l'ICOMOS, passé le délai de 30 jours prévu au paragraphe 1 du présent article, établit le texte définitif des procès-verbaux.

Art. 33. *Procès-verbaux des séances non publiques.*

En ce qui concerne les séances qui ne sont pas publiques, les procès-verbaux rédigés en anglais, en français, en russe ou en espagnol sont classés dans les archives de l'ICOMOS et ne sont pas publiés, à moins que leur publication n'ait été expressément autorisée par l'organe intéressé.

Art. 34. *Distribution des résolutions.*

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sont communiquées par le Président de l'ICOMOS aux membres, à l'UNESCO, aux organisations représentées et à tout autre organisme intéressé dans les 60 jours qui suivent la clôture de la session.

X. PUBLICITE DES SEANCES.

Art. 35. *Séances publiques.*

Les séances de l'Assemblée générale et de ses Comités sont publiques, sauf disposition contraire du présent règlement ou décision contraire de l'organe intéressé.

Art. 36. *Séances non publiques.*

36.1. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, il est décidé de tenir une séance non publique, seuls restent dans la salle les membres disposant du droit de vote et les membres du Secrétariat dont la présence est nécessaire. Le Président peut autoriser les observateurs à assister à la séance.

36.2. Les décisions prises par l'Assemblée générale et par ses Comités au cours d'une séance non publique sont annoncées lors d'une prochaine séance publique.

XI. DROIT DE PAROLE.

Art. 37. *Conseil.*

Le Président de l'ICOMOS ou un autre membre du Comité exécutif, désigné pour prendre la parole en son nom, peut

être invité par le Président d'un Comité à faire une déclaration au nom du Conseil exécutif au cours de toute séance où il est traité d'une question ayant un rapport avec les attributions du Comité exécutif.

Art. 38. *Observateurs.*

Les observateurs visés à l'article 4.2. et 4.3. peuvent faire des déclarations orales ou écrites aux séances plénières de l'Assemblée générale et aux réunions des Comités avec l'autorisation de l'organe intéressé.

XII. PROCEDURE.

Art. 39. *Quorum.*

39.1. En séance plénière le quorum est constitué par la majorité des membres présents ou représentés à la session.

39.2. Dans les séances des Comités le quorum est constitué par la majorité des membres.

Art. 40. *Ordre des interventions.*

40.1. Le Président donne la parole aux orateurs en suivant l'ordre dans lequel ils ont manifesté le désir de parler.

40.2. Le Président ou le Rapporteur d'un Comité peut bénéficier d'une priorité pour présenter ou défendre les rapports de ce Comité.

Art. 41. *Clôture de la liste des orateurs.*

41.1. Au cours d'un débat le Président de séance peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits et avec l'assentiment de l'Assemblée générale, ou du Comité, déclarer cette liste close.

41.2. Il peut toutefois accorder le droit de réponse à un membre quelconque si une intervention prononcée après clôture de la liste justifie cette décision.

Art. 42. *Motions d'ordre.*

42.1. Lorsqu'une motion est en discussion, chacun des membres peut présenter une motion d'ordre sur laquelle le Président se prononce immédiatement.

42.2. Il est possible de faire appel de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président est maintenue si elle n'est pas rejetée par la majorité des membres présents et votants.

42.3. La limitation de la durée des interventions peut être proposée par le Président ou, sous forme de motion d'ordre, par chacun des membres de l'Assemblée.

Art. 43. *Ordre des motions de procédure.*

Sous réserve des dispositions de l'article 42 les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions soumises à l'Assemblée générale :

- a) suspension de la séance;
- b) ajournement de la séance;
- c) ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) clôture du débat sur la question en discussion.

Art. 44. *Propositions et amendements.*

44.1. Les projets de résolutions, et les amendements sont remis par écrit au Secrétaire Général qui les communique aux délégations. Les propositions nouvelles, projets de résolutions ou amendements entraînant une modification substantielle du programme ou des prévisions budgétaires, doivent être remis par écrit au Secrétaire Général avant la fin du deuxième jour de travail de la session.

44.2. En règle générale aucun projet de résolution n'est discuté ni mis aux voix si le texte n'en a pas été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la session.

44.3. Par dérogation à l'alinéa précédent, le Président peut autoriser la discussion et l'examen soit de projets de résolutions, soit de propositions de procédure ou d'amendement relatives à des propositions de fond, sans que le texte en ait été distribué au préalable.

44.4. Lorsque le Président de l'ICOMOS estime qu'une résolution, ou un amendement, revêt une importance particulière il peut demander que le Comité exécutif soit mis en mesure de faire connaître son avis. Lorsqu'une telle demande est faite par le Président de l'ICOMOS, le débat sur la question est ajourné de 24 heures.

XIII. VOTE.

Art. 45. *Droit de vote.*

Chaque membre présent dispose d'une voix à l'Assemblée générale. Tout membre qui représente valablement un autre membre conformément à l'article 15.2. peut voter en son nom. Les membres associés, les membres honoraires et les observateurs n'ont pas droit de vote.

Art. 46. *Majorité simple.*

Les décisions de l'Assemblée générale sont prises à la majorité des membres présents ou valablement représentés.

Art. 47. *Vote des amendements aux Statuts.*

L'adoption d'un amendement n'est acquise que si elle réunit les deux tiers des membres présents ou valablement représentés et votants.

Art. 48. *Vote.*

Les votes se font normalement à main levée ou par assis et levés. Ils se font par appel nominal ou au scrutin secret dans les cas prévus respectivement aux articles 51 et 54.

Art. 49. *Vote par appel nominal.*

49.1. En cas de doute sur les résultats d'un vote à main levée ou par assis et levés, le Président peut faire procéder à un second vote par appel nominal.

49.2. Le vote par appel nominal est de droit lorsqu'il est demandé par deux membres au moins. La demande doit en être faite au Président de la séance avant le vote, ou immédiatement après un vote à main levée ou par assis et levés.

49.3. Lorsque la procédure du vote par appel nominal a été suivie, le vote de chaque membre est consigné au procès-verbal de la séance.

Art. 50. *Division d'une proposition.*

La division est de droit si elle est demandée. Après le vote sur les différentes parties, l'ensemble de la proposition est mis aux voix pour adoption définitive.

Art. 51. *Vote sur les amendements.*

51.1. Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu.

51.2. Si plusieurs amendements à une proposition sont en présence, l'Assemblée générale vote d'abord sur celui que le Président juge s'éloigner le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui après celui-ci s'éloigne le plus de la dite proposition et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix.

51.3. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée.

51.4. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle comporte simplement une addition, une

suppression ou une modification intéressant une partie de cette proposition.

Art. 52. *Scrutin secret.*

52.1. L'élection du Président de l'ICOMOS et des membres du Comité exécutif a lieu au scrutin secret comme il est indiqué à l'article 57.

52.2. Pour toute autre élection et décision concernant des personnes, le vote a lieu au scrutin secret chaque fois que la demande en est faite par cinq membres au moins ou si le Président en décide ainsi.

52.3. Le vote a lieu au scrutin secret quand l'Assemblée générale ou un Comité en décide ainsi.

Art. 53. *Election à un seul poste.*

53.1. Quand il est nécessaire de pourvoir à un seul poste soumis à élection, le candidat doit, pour être proclamé, réunir au premier tour de scrutin la majorité absolue des suffrages exprimés.

53.2. Si la majorité absolue n'est pas réunie, il est procédé à un second tour de scrutin et le candidat qui a obtenu la majorité relative est déclaré élu.

53.3. Si au second tour de scrutin deux candidats réunissent le même nombre de voix, le Président décide entre eux par tirage au sort.

Art. 54. *Partage égal des voix.*

En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur des élections, il est procédé à un deuxième vote au cours d'une séance suivante.

Cette séance a lieu au plus tard quarante-huit heures après le premier vote et le second vote doit figurer à l'ordre du jour. Si, lors de cette séance la proposition n'obtient pas la majorité, elle est considérée comme rejetée.

XIV. ELECTION DES MEMBRES DU COMITE EXECUTIF.

Art. 55. *Election.*

55.1. Au cours de chacune de ses sessions ordinaires, l'Assemblée générale élit au scrutin secret les 14 membres du Comité exécutif sur une liste de 60 noms préparée par le Comité consultatif.

55.2. Les membres sont invités à faire parvenir au Secrétaire Général, 7 jours au moins avant l'ouverture de la session, les noms de leurs candidats accompagnés d'une courte notice sur leurs qualifications scientifiques et administratives. Les membres peuvent désigner d'autres candidats jusqu'au jour de l'Assemblée générale.

55.3. Il est considéré implicitement que les candidats présentés ont été préalablement consultés et ont donné leur assentiment.

55.4. L'Assemblée générale peut désigner un comité *ad hoc* chargé de l'examen des candidatures et de la préparation des élections.

Art. 56. *Durée du mandat.*

Le mandat des membres du Comité exécutif élus par l'Assemblée générale commence à courir à partir du jour de leur élection et expire lors des nouvelles élections par l'Assemblée générale. Les membres sortants sont immédiatement rééligibles deux fois.

XV. AMENDEMENTS.

Art. 57. *Amendements.*

Le présent règlement peut être modifié, sauf dans ceux de ses articles qui reproduisent des dispositions des statuts, par décision de l'Assemblée générale prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés et votants.

REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE EXECUTIF, ADOPTE A PARIS, LE 22 FEVRIER 1966

Art. 1. *Sessions ordinaires.*

Conformément à l'article 10, *d*, des statuts, le Comité exécutif se réunit, sur convocation du Président, une fois l'an en session ordinaire.

Dans l'année de l'Assemblée générale, le Comité se réunit avant et après cette assemblée.

Art. 2. *Sessions extraordinaires.*

Le Comité exécutif se réunit en session extraordinaire sur convocation du Président ou à la demande du tiers de ses membres. Cette demande doit être faite par lettre recommandée adressée au Président.

Art. 3. *Lieu de la réunion.*

Sauf circonstances extraordinaires, le Comité exécutif se réunit au siège de l'Organisation. Au cas où le Comité exécutif se réunirait en dehors du siège habituel, sur invitation d'un Comité national, le pays hôte s'engage à accueillir les participants quelque soit leur pays d'origine.

Art. 4. *Convocation.*

a) Le Président avise les membres du Comité exécutif au moins trois mois à l'avance de la date et du lieu d'une session ordinaire et au moins trente jours à l'avance de la date et du lieu d'une session extraordinaire.

b) Le Président informe de cette convocation le Directeur général de l'UNESCO, le Directeur du Centre de Rome, le Président du Conseil International des Musées et les invite à y envoyer des observateurs.

Art. 5. *Ordre du jour.*

a) L'ordre du jour des réunions est communiqué aux membres au moins trente jours à l'avance pour une session ordinaire et quinze jours à l'avance pour une session extraordinaire.

b) L'ordre du jour est fixé par le Président en accord avec le Secrétaire Général.

c) L'ordre du jour est soumis dès l'ouverture de la session à l'approbation du Comité. Certaines questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'amendements ou être rayées de l'ordre du jour par décision du Comité. De nouvelles questions importantes et d'un caractère urgent peuvent être inscrites à l'ordre du jour par décision du Comité.

Art. 6. *Composition.*

Conformément à l'article 10, *b* des statuts, le Comité exécutif se compose de 26 membres, en partie élus par l'Assemblée générale, et en partie cooptés, tous en activité, représentant les différentes régions du monde, à savoir :

le Président de l'ICOMOS;

les 3 Vice-Présidents;

le Secrétaire Général;

le Trésorier;

les 14 membres élus par l'Assemblée générale;

les 5 membres actifs cooptés.

Aucun pays ne peut être représenté par plus d'un membre au sein du Comité exécutif, le Président excepté.

Art. 7. *Délégation de pouvoir.*

Un membre qui ne peut assister à une session du Comité peut s'y faire représenter par un autre membre de ce Comité, à condition de le désigner par une procuration écrite, signée et datée. Aucun membre ne peut disposer de plus de deux voix en plus de la sienne.

Art. 8. *Vote.*

Pour être valables, les décisions se prennent à la majorité des membres du Comité présents ou valablement représentés.

En cas de partage égal des suffrages, la voix du Président est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret quand le Comité en décide ainsi.

La désignation des membres cooptés se fait au scrutin secret.

Art. 9. *Bureau.*

a) Le Bureau du Comité exécutif est constitué par le Président de l'ICOMOS, le Secrétaire Général, le Trésorier, le Président du Comité consultatif et trois membres du Comité élus au scrutin secret.

b) Le Bureau se réunit, sur convocation du Président, aussi souvent que l'exigent les nécessités du programme.

c) Le Bureau est habilité à adopter des directives administratives susceptibles d'améliorer l'exécution de sa tâche, sous réserve des dispositions des statuts et du présent règlement.

REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE CONSULTATIF, ADOPTE A PARIS,
LE 16 NOVEMBRE 1966

Art. 1. *Sessions ordinaires.*

Conformément à l'article 12, *b* des statuts, le Comité consultatif se réunit sur convocation du Président, au moins une fois par an en session ordinaire, au lieu et à la date choisis par le Comité exécutif.

L'année de l'Assemblée générale le Comité se réunit en même temps et lieu que l'Assemblée.

Art. 2. *Sessions extraordinaires.*

Le Comité consultatif se réunit en session extraordinaire à l'occasion des sessions extraordinaires du Comité exécutif.

Art. 3. *Lieu de la réunion.*

Le Comité consultatif se réunit au lieu choisi par le Comité exécutif. Au cas où le Comité consultatif se réunirait en dehors du siège habituel, sur invitation d'un Comité national, le pays hôte s'engage à accueillir les participants quelque soit leur pays d'origine.

Art. 4. *Convocation.*

a) Le Président avise les membres du Comité consultatif au moins trois mois à l'avance de la date et du lieu d'une session ordinaire, et au moins trente jours à l'avance de la date et du lieu d'une session extraordinaire.

b) Le Président informe de cette convocation le Directeur général de l'UNESCO, le Président du Conseil international des Musées et le Directeur du Centre de Rome et les invite à y envoyer des observateurs.

Art. 5. *Ordre du jour.*

a) L'ordre du jour des réunions est communiqué aux membres au moins trente jours à l'avance pour une session ordinaire et quinze jours à l'avance pour une session extraordinaire.

b) L'ordre du jour est fixé par le Président du Comité consultatif en accord avec le Président de l'ICOMOS et le Secrétaire Général.

c) L'ordre du jour est soumis dès l'ouverture de la session à l'approbation du Comité. Certaines questions figurant à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'amendements ou être rayées de l'ordre du jour par décision du Comité.

Art. 6. *Composition.*

Conformément à l'article 12, *b* des statuts, le Comité consultatif se compose :

- du Président de l'ICOMOS;
- des Présidents des Comités nationaux;
- des Présidents des Comités internationaux spécialisés.

Le Comité consultatif élit son Président lors de la première session qui coïncide avec l'Assemblée générale. Le Président est élu pour trois ans et rééligible deux fois.

Le Secrétaire Général assiste aux réunions du Comité consultatif avec voix consultative.

Art. 7. *Délégation de pouvoir.*

Un membre du Comité consultatif qui ne peut assister à une session a la possibilité de s'y faire représenter :

- par un membre de son Comité national, s'il s'agit du Président d'un Comité national;
- par un membre de son Comité international, s'il s'agit du Président d'un Comité international.

Cette désignation doit être faite par une procuration écrite, signée et datée, envoyée au Président, au moins quinze jours avant la session.

Art. 8. *Vote.*

Pour être valable, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou valablement représentés.

En cas de partage égal des voix, la voix du Président du Comité consultatif est prépondérante.

Le vote a lieu au scrutin secret quand le Comité en décide ainsi. L'élection du Président se fait au scrutin secret.